

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : I- 59

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

1. Tout État membre peut, ~~conformément à ses règles constitutionnelles, décider de se retirer~~ **demande son retrait** de l'Union européenne **lorsqu'une révision de la Constitution est entrée en vigueur alors qu'il n'a pas approuvé cette révision conformément à ses règles constitutionnelles internes.**
2. L'État membre qui **souhaite se retirer de l'Union** ~~décide de se retirer~~ notifie son intention au Conseil européen, qui se saisit de cette notification. A la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord régissant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

La décision de se retirer de l'Union doit, sur base de l'accord de retrait, être confirmée par l'Etat concerné selon la même procédure que celle qui est requise selon ses règles constitutionnelles pour une adhésion à l'Union.

Le représentant de l'État membre qui ~~se retire~~ **demande son retrait** ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil européen ou du Conseil le concernant.

3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ~~ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'Etat membre concerné, décide de proroger ce délai.~~
4. Si l'Etat qui s'est retiré de l'Union demande d'adhérer à nouveau, cette demande est soumise à la procédure visée à l'article I-57.

Explication éventuelle :